

# FAILLITE DE L'IMPERIALISME U.S.

prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés,

UNISSEZ-VOUS !

MENSUEL - NOVEMBRE 1971  
CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON  
CORRESPONDANCE  
BP 47 LYON-PREFECTURE  
PRIX : 1 F - N° 7

## FRONT ROUGE

journal de combat marxiste-léniniste

### LA CRISE DE L'EMPIRE DU DOLLAR

CRISE, MISERE ET  
CHOMAGE : A BAS  
L'IMPERIALISME FRANCAIS !

L'impérialisme français en difficulté

Les cocoricos triomphants de Giscard sur la "stabilité du franc" n'y changeront rien : l'écroulement du système monétaire international pose aujourd'hui à l'impérialisme français d'épineux problèmes, qu'il entend bien résoudre une fois de plus aux dépens de la classe ouvrière.

Pour faire face aux difficultés que lui causent les luttes des peuples de ses colonies et néo-colonies, l'impérialisme français a en effet entrepris depuis quelques années un effort important de concentration et de modernisation de l'industrie de la métropole. Conséquences pour la classe ouvrière : l'instabilité de l'emploi, liée

aux fermetures et modernisations, l'aggravation des conditions de travail liée à la productivité et à l'intensification du travail (cadences), la baisse des salaires (par rapport aux prix), d'autant plus importants que les monopoles veulent faire de gros profits pour pouvoir investir.

Pour être menée à bien, une telle politique exige cependant une situation favorable sur le marché international, permettant l'expansion industrielle et la montée des exportations. Cette situation s'était trouvée une première fois compromise par le marasme de 66-67, et le coup de boutoir de mai-juin 68. Rétablie depuis grâce à la dévaluation d'août 69, et au "boom" artificiel des années 69-70, fondé à l'échelle internationale sur l'inflation galopante, la voici à nouveau compromise par l'écroulement du système monétaire, qui annonce et aggrave la récession. Comment

l'impérialisme français compte-t-il y faire face ?

La classe ouvrière doit payer l'expansion

Pompidou-Chaban-Giscard ont tranché : l'objectif, c'est de maintenir à tout prix l'expansion, de "rattraper d'ici 1980 le niveau de l'Allemagne occidentale". Concrètement, les mesures sont les suivantes :

1. Maintenir la parité du franc par rapport au dollar : il s'agit de conserver les avantages de la dévaluation de 69 et des réévaluations des monnaies "fortes" (mark et yen) pour les exportations des monopoles français ; naturellement, le renchérissement parallèle des produits importés sera payé par les travailleurs.

2. Budget : croissance des dépenses d'équipement deux fois plus rapide que celle des dépenses de fonctionnement (20% pour les télé-

communications, 50% pour les transports terrestres, 34,5% pour l'aviation civile, 27,4% pour la marine marchande). Il s'agit à la fois d'assurer l'édification de l'infrastructure nécessaire aux monopoles (Fos, etc...), et de "stimuler" par les commandes d'Etat les entreprises fournisseuses, et ceci aux dépens :

- des salariés des entreprises nationalisées (les dépenses de "fonctionnement", c'est surtout leurs salaires).

- des travailleurs usagers des services publics (voir l'article sur la RATP).

- des travailleurs "imposables", qui devront financer.

Tandis que les impôts sur le bénéfice des sociétés sont en baisse relative de 3,5%, l'impôt sur le revenu est en hausse de 15,6% et ceci principalement aux dépens des bas salaires ; enfin les impôts indi-

suite page 4



### LA CHINE ROUGE RENTRE A L'ONU GRANDE VICTOIRE DES PEUPLES DU MONDE

Par une majorité écrasante, le projet de résolution présenté par l'Albanie et d'autres pays a été adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies : la République Populaire de Chine retrouve à l'ONU la place qui lui revenait de droit, et la clique de Tchiang Kai-Chek en est expulsée. Il s'agit d'une des plus grandes défaites des Etats-Unis. Depuis 20 ans, l'ONU n'était que le docile instrument de l'impérialisme américain. C'est sous le couvert de l'ONU que les américains ont envahi la Corée, et qu'ils ont écrasé la lutte de libération du peuple congolais ; c'est grâce à l'ONU qu'ils espéraient balayer les droits légitimes du peuple palestinien.

Depuis quelques années, impérialistes américains et sociaux-impérialistes soviétiques utilisaient l'ONU pour se partager le monde : les Soviétiques ont participé à toutes les exactions de l'ONU contre le peuple congolais, contre le peuple palestinien, et bien d'autres.

Le vote de l'Assemblée Générale marque la volonté de nombreux états, et particulièrement d'états de la zone des tempêtes qui sont sous le joug de l'impérialisme, de se débarrasser du dictat des 2 superpuissances, l'URSS et les USA.

L'entrée de la Chine à l'ONU est une grande victoire des peuples du monde. URSS et USA ne pourront plus utiliser à leur gré l'ONU comme instrument d'oppression des peuples.

L'entrée de la Chine à l'ONU, comme le voyage de Nixon à Pékin, le rétablissement des relations diplomatiques avec divers pays, sont le résultat de la prise en main par la Chine Rouge d'une nouvelle arme dans la lutte révolutionnaire : la diplomatie. La pratique diplomatique est une pratique qui nous est peu familière, et qui inquiète beaucoup de révolutionnaires. Elle demande une très grande souplesse tactique, un compromis avec les formes traditionnelles de la diplomatie bourgeoise, mais aussi une très grande fermeté sur les principes. C'est grâce aux victoires qu'elle a remportées pendant la Révolution Culturelle, et qui l'ont renforcée idéologiquement, politiquement et économiquement, grâce aux victoires des peuples du monde contre l'impérialisme américain, et qui lui donne un poids encore plus grand, c'est grâce à cela que la Chine Rouge peut manier aujourd'hui l'arme diplomatique sur une grande échelle, et conformément aux enseignements du marxisme-léninisme.

## TRAVAILLEURS IMMIGRES D'OYONNAX : GREVE DU TRAVAIL CONTRE LES MARCHANDS DE SOMMEIL

Le Comité de Rédaction de Front Rouge s'est fixé pour tâche de rompre avec une mauvaise tradition, trop bien établie, de raconter des luttes de façon anecdotique, sans en tirer ni bilan ni des éléments pour faire avancer l'analyse de la situation sociale en France et la détermination de la tactique à suivre. Cependant, dans le cas de cette lutte, un certain nombre de points nous ont paru suffisamment importants pour que nous la relations, même partiellement, en attendant que nos camarades d'Oyonnax en tirent le bilan. Au contraire de la plupart des actions au cours de la campagne anti-raciste du printemps dernier, il s'agit là d'une lutte largement suivie par les masses à l'échelle d'une ville, même petite, d'une lutte où les ouvriers, et particulièrement les ouvriers immigrés n'ont pas été qu'une force d'appoint, mais bien la force principale. Ce sont ces éléments, qui font la particularité de cette lutte, et qu'il reste à approfondir.

Oyonnax : 22 000 habitants, 6 500 travailleurs immigrés dont 1 200 algériens. Pour les travailleurs immigrés, la surex-  
8000 AF par mois le lit ! ...



## LES "POLICIERS-CITOYENS" : une sinistre blague de la "CdP"

Ca devait arriver ! Les remous qui ont agité la police dans la dernière période ont provoqué une course frénétique à l'opportunisme dans toute la "gauche". Que l'Humanité révisionniste, ou l'ancien ministre de l'Intérieur Mitterrand, volent au secours des "policiers en colère", il n'y a pas de quoi s'étonner. Voilà bien longtemps que le P"CF réclame le renforcement de cette branche de l'appareil d'état bourgeois, et tout particulièrement dans les banlieues ouvrières.

C'est également naturel de trouver dans ce concert la voix du PSU, et de voir Rocard pousser le ridicule jusqu'à distribuer personnellement des tracts aux flics : pour des sociaux-démocrates, même déguisés en "révolutionnaires", les parasites professionnels de la matraque deviennent automatiquement des "travailleurs", du seul fait qu'ils sont salariés et syndiqués.

Ce qui réclame bien plus notre attention, c'est la position de la "Cause du Peuple", journal qui se réclame de la pensée Mao Tsé-Toung. Titre du numéro du 15 octobre : "Désarmer la police, c'est aussi la tâche des policiers-citoyens". Curieux mot d'ordre, et bizarre étiquette ! Plusieurs articles développent sa signification : l'idée de la "CdP", c'est que la police française se divise en deux. D'un côté les "bons flics", démocrates révoltés par l'usage de la violence contre d'autres démocrates (ouvriers, paysans, étudiants, commerçants pêle-mêle). De l'autre, une poignée de brebis galeuses fascistes, qui prennent plaisir à "tirer au lance-grenades à tir tendu" ou à décharger leur revolver sur des militants comme Christian Riss. La "CdP" appelle donc les premiers à dénoncer les seconds, à exiger qu'ils passent en jugement devant la justice populaire. Elle leur propose comme idéal la police anglaise qui, elle, ne porte pas d'arme. La "Nouvelle Résistance Populaire", elle se charge de "donner l'exemple" en désarmant effectivement... un policier à un carrefour, action à laquelle la "CdP" donne une grande publicité.

exploitation capitaliste ne s'arrête pas aux portes de l'usine. A Oyonnax, en 1958, la municipalité avait construit un "centre d'hébergement". Depuis 58, le nombre d'immigrés a augmenté : la municipalité, elle, a augmenté le nombre de lits dans chaque piaule minuscule : 4 lits dans une pièce de 10 m<sup>2</sup>, 6 lits dans des pièces de 15 m<sup>2</sup> prévues initialement pour être des cuisines. En fait, la municipalité a surtout augmenté ses profits : 8 000 AF par mois le lit ! Les immigrés se sont arrangés comme ils ont pu : travaillant le plus souvent en équipe, ils se sont débrouillés à 3, se prêtant successivement un lit occupé 24 h sur 24 (et vive les 3 x 8). Le résultat est inévitable : aucun repos possible, c'est rapidement l'hôpital ou le sana d'Hauteville. A cela, bien sûr, s'ajoute un racisme savamment entretenu par la municipalité réactionnaire, puissamment encouragé par les patrons, la presse locale (Progrès, Dauphiné), les forces de répression. Les demandes continuaient d'affluer et une campagne commençait à s'organiser. La municipalité mal à l'aise, a alors décidé de résoudre le problème au mieux pour elle, c'est-à-dire en empilant

les lits en hauteur, faute de place à l'horizontale : 2 lits supplémentaires dans les chambres et 4 dans les cuisines. La municipalité pensait ainsi faire taire les travailleurs immigrés et ceux qui les soutenaient, et surtout faire rentrer 512 000 AF supplémentaires par mois. La municipalité avait compté sur la soumission des travailleurs immigrés : ceux-ci refusent, ils ne veulent pas être parqués comme des lapins, ils dénoncent cette nouvelle forme d'esclavage... Le Comité de Soutien aux immigrés, qui regroupe des militants de toute tendance, dont des camarades marxistes-léninistes, diffuse un tract pour informer et mobiliser la population. La municipalité inquiète, menace de faire intervenir les flics, et elle met ses menaces à exécution : le vendredi 8 octobre, à 3 h du matin, les flics arrivent. La direction du centre impose alors ses lits supplémentaires, et confisque les cartes des locataires "pour vérification".

Immédiatement, et à l'unanimité, les travailleurs immigrés décident une grève illimitée du travail à partir du vendredi soir 20 h. Ils se laissent ainsi le temps de mettre au courant les autres ouvriers nord-africains : 400 se mettent en grève par solidarité. Par ailleurs, la solidarité s'organise chez les français : le Comité de Soutien, la CFDT, le PSU dénoncent avec virulence le racisme en tant que reflet de la lutte des classes. La bourgeoisie s'affole : Verchère, PDG d'Injecta-Plastique, menace d'un fusil de chasse un responsable CFDT qui accompagnait les travailleurs nord-africains ! Samedi à 18 h, 60 gendarmes, armes à la bretelle, prennent position à l'intérieur et autour du centre pour expulser les locataires en surnombre. Le Comité de Soutien organise leur hébergement dans une église. Cependant la grève continue. Le dimanche, des collectes sont faites et des logements recherchés pour les expulsés.

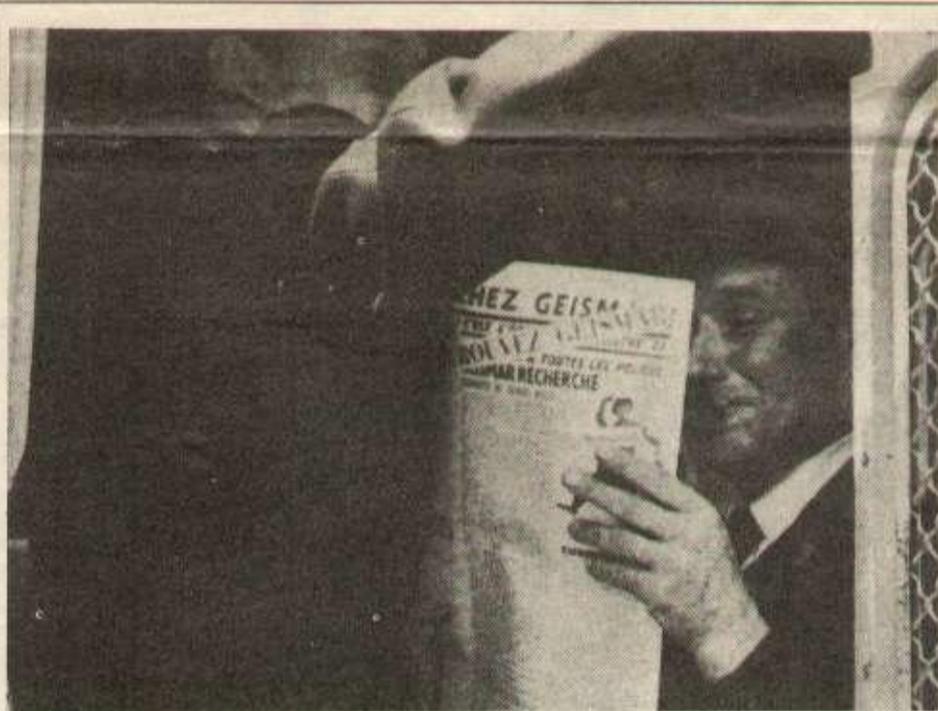
La bourgeoisie locale se rend alors compte qu'il faut faire vite : les travailleurs immigrés sont déterminés, le mouvement, par son ampleur commence à

devenir dangereux pour elle. Les patrons sont obligés d'accepter une réunion avec la CFDT, le Comité de Soutien et 2 immigrés (c'est une belle gifle pour eux : être obligés de discuter avec des représentants des immigrés et le Comité de Soutien). La frousse les fait céder, et chacun y va de son don pour un nouveau centre : le maire fournit immédiatement le terrain, la Croix Rouge les couvertures, les lits et les bonnes œuvres de la Préfecture les sanitaires... et les patrons les murs.

Mais la lutte continue, et la répression aussi. Les travailleurs ont repris le boulot, mais 7 d'entre eux ont reçu des lettres de licenciement. A Oyonnax, les révisionnistes ont une fois de plus montré leur vrai visage. Pendant le déchaînement de la campagne raciste de mai dernier. Ils n'avaient fait aucune propagande ; au contraire, ils s'en étaient pris aux révolutionnaires qui prenaient en main la défense des immigrés (rappelons Ivry où ils avaient osé appeler la population à se rassembler pour s'opposer à la manifestation contre le meurtre d'un algérien par les flics). Dans les mairies qu'ils dirigent, ils sont responsables de nombreuses expulsions et n'ont rien à envier aux petits racistes d'Oyonnax. Dans leur logique révisionniste, ils ne pouvaient donc appeler à la lutte ; restait à la circonscire, la dévoyer, trahir. Difficile car le mouvement d'opinion était large, et les travailleurs immigrés avaient une détermination dure à briser. Alors pour ne pas perdre la face, ils pondent un tract ; quand tout est fini, où ils font le tour de force de ne pas dire un mot de la lutte, mais sortent des inepties du genre :

"Nous pensons pour notre part qu'il est inadmissible, étant donné les techniques modernes, notamment en matière de construction préfabriquée, que la municipalité n'ait trouvé d'autres solutions que de recourir à la force, pour expulser et jeter à la rue des travailleurs nécessaires à la vie économique de notre cité..."

Innocents... !



des "policiers-citoyens"...

publicitaire du "dialogue avec la population", avec le soutien actif du pouvoir. Le même mécontentement des flics, la même "incompréhension" de la population suscitaient alors l'unité des flics et de Marcellin, qui s'opposent aujourd'hui. C'est que seul un puissant mouvement révolutionnaire, menaçant la dictature bourgeoise, pourra rompre efficacement cette unité de l'appareil d'état qui exerce cette dictature, et aggraver les luttes secondaires qui s'y déroulent. Et nous sommes loin d'en être là. Les militants de la "CdP", qui s'imaginent encore le contraire, seront bien forcés de l'admettre quand des travailleurs se feront cogner dessus par leurs flics-"citoyens" aussi fort que par les autres.

Nous avons déjà dénoncé la ligne de "front démocratique" de la "CdP". La voici toute nue : l'opposition entre "brebis galeuses" et "bons policiers" qu'elle découvre aujourd'hui, l'appel à "épurer la police", l'"exemple" de la police anglaise \* ne sont pas neufs. On peut les lire régulièrement, chaque fois que la police "y va un peu fort" dans les colonnes du "Monde". Le spontanéisme mène tout droit à l'alignement sur les positions de la bourgeoisie libérale. Seules nuances :

• la "CdP" soutient les policiers au

moment où ils semblent s'engager dans une "contestation violente". Nous avons vu en termes de classes ce que vaut cette révolte quand on ne s'arrête pas à sa seule forme.

• le recours à "l'action directe", "exemplaire", supposée libérer l'initiative des masses. Ce genre de délire ne fait pas long feu devant la réalité : à notre connaissance, depuis le coup d'éclat de la "NRP", tant vanté par la "CdP", aucun policier n'a été "désarmé" par les masses, encore moins par des "policiers-citoyens" !

Bienvenue donc aux "policiers-citoyens" dans le "front démocratique" parfaitement imaginaire de la "CdP". Mais après cette dernière bourde, les ouvriers révolutionnaires auront du mal à prendre la "CdP" au sérieux quand elle se réclamera de la pensée Mao Tsé-Toung. Car la pensée Mao Tsé-Toung, marxisme-léninisme de notre époque, elle, nous invite à préparer la révolution prolétarienne, et pour cela, à veiller très attentivement aux rapports de classes réels dans notre pays.

\* L'exemple est vraiment bien choisi ! Juste au moment où une autre branche de l'appareil d'état britannique, son armée permanente, réprime féroquement, les armes à la main, la lutte de libération nationale du peuple irlandais.

# METRO: LA BOURGEOISIE ET LES REVISIONNISTES ONT VOULU "FAIRE UN EXEMPLE"

## UNE POLITIQUE SYSTEMATIQUE DE BLOCAGE DES SALAIRES :

Satisfaire les revendications de salaire des conducteurs du métro n'aurait pas coûté grand-chose au gouvernement comme le rappelaient les révisionnistes : "la RATP perd chaque jour de la grève autant qu'il faudrait pour satisfaire, pour un an, les revendications des conducteurs". Si le gouvernement n'a pas lâché, c'est parce qu'il craignait que donner satisfaction aux conducteurs n'entraîne des mouvements en chaîne dans d'autres

importante du budget des entreprises publiques (SNCF, RATP, EDF, etc...) à l'achat d'équipements. En pâtiront : d'une part, la masse des travailleurs usagers ; d'autre part, les travailleurs des entreprises publiques eux-mêmes (blocage des salaires, réduction de personnel, comme dans le métro avec la "conduite automatique", au mépris des conditions de travail). C'est le sens de l'augmentation de 13,8 % des investissements pour les entreprises nationales du budget de 72, qui atteint en particulier 35 % pour les transports.

tendre. Il y va de l'intérêt de tous".

## UNE ATTAQUE SOURNOISE CONTRE LE DROIT DE GREVE

A l'occasion de ce mouvement, on aurait pu s'attendre à l'annonce rapide de nouvelles mesures rognant le droit de grève : la bourgeoisie avait mobilisé tous ses moyens de propagande : presse, radio, télé, pour isoler les grévistes du métro et faire condamner leur grève. Chamant, ministre des transports, s'était fait menaçant : "l'exercice du droit de grève doit être réservé au soutien des revendications essentielles et importantes (1), à supposer qu'elles ne soient pas satisfaites (sic !)". Le CNPF idem : "Il est intolérable qu'un groupe de salariés dont la vocation est d'être au service du public, entravent l'ensemble de l'activité économique" tandis que la "Nation", organe de l'UDR, proposait le 14 octobre : "Ne serait-il pas sage, de faire entrer dans la loi, pour des cas semblables, un processus inspiré de la méthode américaine" ? (suspension judiciaire obligatoire de la grève pour 80 jours).

Finale, la bourgeoisie a bien pris des mesures contre le droit de grève : seulement, l'initiative est venue non pas du gouvernement, mais des révisionnistes. Le document adopté le 20 novembre par la commission exécutive de la CGT, présenté comme texte d'orientation préparatoire au prochain congrès de la CGT, donne le coup d'envoi à une vaste campagne destinée à faire avaler à la classe ouvrière la limitation "volontaire" du recours à la grève.

Le 13 octobre, le bureau confédéral déclarait déjà à propos de la grève du métro : "La CGT estime que les conducteurs, comme toutes les catégories des personnels du métro, ont intérêt à adopter des méthodes d'action qui leur assurent la compréhension et le soutien de tous les salariés et de l'ensemble de l'opinion publique. Dans les circonstances actuelles, c'est la seule voie de l'efficacité pour le succès de leurs revendications."

Dans "la Vie Ouvrière" du 18 octobre, Krasucki, du bureau confédéral, apporte des précisions qui résument l'orientation générale du document du 20 novembre : "La grève est souvent nécessaire, mais il y a plusieurs manières, de la concevoir... Bien plus, la grève n'est pas la seule forme d'action, ni même la forme d'action favorite... Une catégorie de travailleurs doit défendre ses revendications avec des méthodes telles qu'elles lui assurent

d'abord le soutien de l'ensemble des travailleurs, et aussi de la population. Là encore, cette constatation n'est pas seulement valable pour les services publics".

• Lorsque, comme Roland Leroy, du BP du P"CF, on englobe déjà parmi les travailleurs les ingénieurs, les cadres et les médecins, alors qui ne met-on pas dans la "population" ? Le souci de l'"opinion publique" n'est rien d'autre qu'une préoccupation électoraliste, "l'opinion publique", ce sont les électeurs dont le P"CF veut s'attirer les grâces, quelle que soit leurs positions sociales, ce sont les diverses fractions de la bourgeoisie représentées par les "socialistes" ou les "radicaux", c'est ainsi que Ségué souligne sans ambage "le rôle de la CGT comme mobilisateur des travailleurs pour créer un climat allant dans le sens du rassemblement des forces de gauche. Mitterrand n'a pas attendu pour faire échec à cette position : "Le droit de grève est sacré pour les travailleurs. C'est un droit inaliénable... Si une réglementation de la grève doit intervenir, elle ne peut être que le fait des organisations syndicales, et c'est pourquoi nous souhaitons des syndicats très puissants" (13 octobre).

• Affirmer comme le fait la CGT qu'il faut "adapter les luttes des travailleurs à l'opinion publique" revient à paralyser la classe ouvrière car qu'est-ce que "l'opinion publique" dans un pays capitaliste : n'est-elle pas façonnée de fond en comble par la bourgeoisie qui monopolise toujours plus tous les grands moyens de propagande : Mais, la classe ouvrière de plus en plus exploitée n'attendra sûrement pas, comme le voudraient les révisionnistes, les conseils de l'Institut Français d'Opinion publique pour déclencher des luttes.

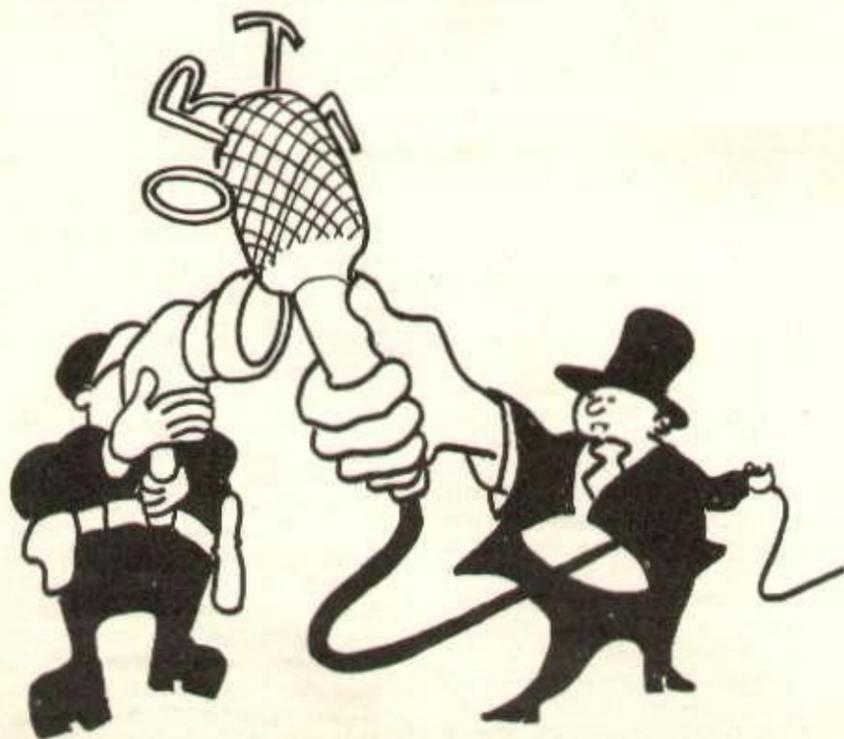
• L'offensive actuelle de la CGT pour limiter le retour à la grève ne concerne pas seulement les entreprises publiques mais tous les secteurs de la classe ouvrière : les révisionnistes insistent sur le fait que les positions actuelles de la CGT consistent en des enseignements tirés à la suite de l'ensemble des grèves récentes ; c'est ainsi que le bureau CGT de Renault-Billancourt, après avoir indiqué qu'il avait eu affaire en mai aux mêmes problèmes que dans le métro, propose un "débat" dans l'usine sur le document de la CGT du 20 octobre. Tout ceci ne peut que combler les vœux de Chaban Delmas qui a réclamé le 22 octobre, non pas des lois anti-grèves, mais "de la part du mouvement syndical, un comportement responsable et efficace".

## QUELQUES ETAPES RECENTES DANS LA REPRESION DU DROIT DE GREVE

Février 63, De Gaulle signe un décret militaire de réquisition pour briser la grève des mineurs entamée depuis 2 jours. Il envoie de nombreuses compagnies de CRS dans les villes minières pour faire appliquer le décret. Seule l'attitude ferme de tous les mineurs qui continuent la grève pendant plus d'un mois, fait échec à l'ordre de réquisition et oblige le gouvernement Pompidou à se rabattre sans plus de succès d'ailleurs sur la démagogie : "un hiver exceptionnellement long et froid", "la grève qui accroît les difficultés des catégories les plus modestes de la population".

Mars 67, suite à des débrayages avec occupation d'ateliers chez Berliet pour la sécurité de l'emploi et des augmentations de salaire, la direction lock-out l'ensemble des ouvriers. Bien que le lock-out soit illégal, c'est le préfet qui le fait appliquer en envoyant les gardes mobiles investir la nuit, l'usine de Vénissieux.

Novembre 69 : la police intervient dans les stations en grève de l'EDF. Une propagande monstre est déchainée contre les grévistes. Un groupe de PDG qui s'intitule "Association des usagers de l'électricité et du gaz" déclare : "un tel sabotage du service public n'est possible qu'à la faveur d'une interprétation abusive du droit de grève, contre laquelle l'opinion publique a justement réagi". Pour la première fois, en plein mouvement de grève la CGT et la CFDT déclarent que "conscientes de leurs responsabilités à l'égard de la nation toute entière, elles ont décidé de reprendre progressivement le travail. Le lendemain, le "Figaro" pouvait écrire "le Premier Ministre a fait de la concertation permanente l'un des fondements de sa politique... depuis hier, elle n'est plus le naïf espoir de quelques doux rêveurs !".



la CGT : "il faut tenir compte de l'opinion publique"

services ou entreprises nationalisées. Avec le métro, il voulait faire un exemple. Les capitalistes français, soumis à une concurrence de plus en plus acharnée dans le cadre de la crise monétaire internationale, sont décidés à diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs pour y faire face. Une fois de plus, patrons et gouvernement ont embouché la grande trompette de la démagogie en concluant des contrats soi-disant "anti-hausse" qui permettraient "une limitation globale de la hausse des prix industriels à 1,5 % entre le 15 septembre 71 et le 15 mars 72." Dans une interview au "Monde" du 18 septembre 71, Jacques Ferry, représentant du grand patronat français, a annoncé clairement la couleur de ces fameux contrats :

"L'expérience (limitation des prix pour 6 mois), peut réussir à la condition que chacun s'y emploie avec énergie... Chacun, c'est-à-dire non seulement l'Etat, les professions et les chefs d'entreprises, mais les travailleurs eux-mêmes... Il faut que la progression des salaires et des prix s'établisse sur des pentes plus modérées... Il en résultera presque inévitablement un fléchissement sensible de la courbe du pouvoir d'achat".

Le gouvernement prétend que c'est pour ne pas augmenter les tarifs publics qu'il refuse d'augmenter les salaires des entreprises publiques. La masse des usagers, c'est-à-dire les travailleurs, va-t-elle en être bénéficiaire ? En échange de la promesse du patronat de ne pas augmenter les prix industriels, le gouvernement s'engage en fait le 16 septembre à tout autre chose : il s'agit tout bonnement de renouveler les tarifs préférentiels grâce auxquels le patronat paie le kWh d'électricité, ou le km de transport ferroviaire, bien au-dessous de leur prix de revient. Quant aux travailleurs, qui ont toujours payé le prix fort, ils ont déjà goûté de la "stabilisation des prix" avec les hausses massives de cet été (près de 20 % sur le ticket de métro, par exemple) : le gouvernement peut attendre 6 mois avant de leur faire subir la prochaine hausse.

En réalité le gouvernement veut soutenir au maximum les capitalistes soumis à la concurrence internationale. Pour cela, il veut réaliser une politique d'expansion capitaliste grâce à de gros investissements dans le domaine des équipements, qui permettent de passer d'importantes commandes aux monopoles des branches intéressées : "la progression des dépenses d'équipement prévues par le budget pourra compenser les difficultés que les entreprises françaises risquent de connaître à l'exportation" (Huvelin, président du CNPF, le 15-9-71). Dans ces conditions, il entend consacrer une part de plus en plus

## UN SOUTIEN DECLARE DES REVISIONNISTES A LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA BOURGEOISIE.

"La régie perd chaque jour de grève autant qu'il lui faudrait pour satisfaire pour un an les revendications des conducteurs. Sans compter les dommages causés à l'économie de la capitale.

(L'Humanité, le 9.10.71).

"Le gouvernement préfère priver la régie d'importantes rentrées... plutôt que d'examiner sérieusement des demandes parfaitement fondées.

Pourquoi cet abîme qui sépare le montant des demandes syndicales et le gâchis imposé tous les jours à l'économie parisienne par l'intransigence du pouvoir ? (et pour préciser le "gâchis, Laurent Salini rappelle que "le chiffre d'affaires des grands magasins est tombé de 35 à 55 %").

(L'Humanité, 11.10.71).

"Le gouvernement se désintéresse des répercussions de son intransigence, aussi bien pour des centaines de milliers d'usagers, que pour l'économie parisienne (on dit que la grève coûte 120 millions de francs par jour)".

Pour les révisionnistes, comme pour Chaban-Delmas, la grève du métro est dangereuse parce qu'elle diminue les bénéfices des capitalistes de la région parisienne et qu'elle fait perdre de l'argent à la RATP, qui n'est pas n'importe quelle entreprise — pensez donc ! — une entreprise gérée directement par l'Etat capitaliste, comme les révisionnistes nous en promettent avec leur "démocratie avancée". Evidemment, il y a bien une divergence entre eux : pour le gouvernement, c'est la faute aux conducteurs du métro ; pour les révisionnistes, c'est la faute au gouvernement. Mais la divergence ne porte finalement que sur une question de tactique : les révisionnistes reprochent au gouvernement de ne pas donner aux conducteurs du métro les quelques miettes qui permettraient que tout rentre dans l'ordre, car pour les révisos, il ne s'agit surtout pas d'étendre les luttes revendicatives, mais d'essayer de les étouffer une à une. Le 8 septembre, à l'Assemblée Nationale, le député révisionniste, Léon Feix, a prodigué sans masque ses conseils au gouvernement : "Ne prenez pas, par votre intransigence, la nouvelle et lourde responsabilité d'une extension du conflit à d'autres catégories de travailleurs. Négociez sans plus at-

## L'ARSENAL JURIDIQUE ANTI-GREVE de la V<sup>e</sup> REPUBLIQUE

La grève politique est interdite : "La grève est une modalité de défense des intérêts professionnels... elle devient illégale lorsqu'elle s'immisce dans l'exercice des actes réservés à la puissance publique, faussant ainsi le jeu des institutions... La participation à une grève politique est une faute grave, justifiant un licenciement sans préavis ni indemnité..." (Constitution de 58).

Les formes d'actions qui gênent le plus le patronat comme des grèves tournantes ou perlées, ou de briser les cadences, sont interdites par la législation : "des arrêts de travail intermittents et imprévus... amenant ainsi une désorganisation concertée de la production, ne saurait constituer une grève légale... En conséquence, est justifiée la résiliation du contrat de salarié qui a participé à de tels actes... est interdit le travail au ralenti, traduisant en outre l'intention malicieuse (sic) de nuire à la situation de l'entreprise..." (d'après un arrêté de 1958).

Le personnel de n'importe quelle entreprise peut être réquisitionné si le gouvernement estime que les besoins du pays l'exigent et pour faire face à des menaces de "subversion". (ordonnance de 59 sur l'organisation de la défense).

Les grèves surprises sont interdites dans les services publics : "le préavis doit parvenir 5 jours avant le déclenchement de la grève à l'autorité hiérarchique ou à la direction de l'établissement, de l'entreprise ou de l'organisme intéressé. Il fixe le lieu, la date et l'heure du début, ainsi que la durée, limitée ou non, de la grève envisagée." "Le préavis émane de l'organisation ou d'une des organisations syndicales les plus représentatives sur le plan national ou dans la catégorie professionnelle..."

Les "contrats de progrès" obligent les syndicats à renoncer à la grève pendant une ou plusieurs années, en échange de quelques miettes.

La crise du système monétaire impérialiste comporte des conséquences graves pour l'ensemble du système impérialiste, et également pour la classe ouvrière de notre pays. C'est pourquoi il est important de s'en faire une idée bien claire, afin de pouvoir en tirer toutes les conséquences pour notre lutte révolutionnaire.

APRES 1945 : LA DOMINATION DU "GENDARME" YANKEE

Le système impérialiste n'est qu'une forme du système capitaliste. Il porte en lui-même, à un niveau plus élevé, les contradictions générales de ce système. Ce sont ces contradictions qui sont à la racine des crises économiques. Il vient un moment où les capitalistes produisent "trop" par rapport à ce qu'ils peuvent vendre aux ouvriers qu'ils payent le moins possible, aux paysans qu'ils ruinent, etc...

La "solution impérialiste de cette contradiction consiste dans la destruction massive des forces productives (usines et hommes qui les font marcher). Deux "moyens" pour cela : la crise et la guerre. La crise des années 30 et la guerre mondiale qui l'a suivie ont été les plus gigantesques de l'histoire ; elles ont provoqué des destructions sans précédent. A l'issue de cette crise et de cette guerre, les impérialistes américains se sont retrouvés, dans le monde capitaliste, les seuls vainqueurs réels : leur appareil de production demeuré intact, des profits inouïs accumulés du fait de la guerre elle-même.

Ce dernier en a profité pour piller le monde entier. Un des piliers de ce pillage était sa monnaie, qu'il imposait comme monnaie universelle, ce qui lui permettait de recourir massivement à l'exportation des capitaux : les monopoles yankees achetaient partout des usines avec des dollars que tout le monde était obligé d'accepter, et que l'état américain imprimait tant et plus pour faciliter ses affaires.

LE DECLIN DE L'EMPIRE AMERICAIN

Depuis quelques années, cette situation se modifie radicalement. Diverses formes y ont concouru :

- La lutte des peuples des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Ces vastes régions constituaient les "chasses gardées" des différents impérialismes. C'est à qu'ils pouvaient à loisir puiser des matières premières et de la main d'œuvre, rouver des débouchés pour leurs capitaux et leurs marchandises. La situation a changé. Certains peuples, comme les Chinois, les Coréens, les Vietnamiens..., se sont totalement soustraits à l'emprise impérialiste. Les autres, par leurs luttes contraignent l'impérialisme à faire des concessions. Par exemple, les pays exportateurs de pétrole, bien que leurs gouvernements soient généralement des hommes de main de tel ou tel impérialisme, ont exigé une plus grande part des bénéfices, ce qui diminuait d'autant celle des impérialistes.

• L'achèvement de la reconstruction des économies impérialistes. Ce phénomène a eu 2 conséquences. D'une part un nouvel engorgement des marchés, une nouvelle surabondance de capitaux à l'échelle mondiale, qui prépare les conditions d'une crise aussi aiguë que celle des années 30. D'autre part, la renaissance, y compris avec des capitaux US, de concurrents qui deviennent redoutables pour l'impérialisme américain : l'Europe Occidentale avec l'Allemagne et la France notamment, et le Japon. Ces divers impérialismes, en même temps qu'ils s'entraident, engagent la lutte économique et politique contre l'impérialisme US et menacent sa domination.

• Une certaine montée des luttes de la classe ouvrière des pays impérialistes. Non seulement en France en mai-juin 68, mais

aussi en Angleterre, en Allemagne, en Italie, etc..., aux Etats-Unis même, de grandes grèves, manifestations, occupations etc... contribuent à affaiblir l'impérialisme, y compris dans le domaine économique. Le mouvement de mai-juin 68 en France a montré quelles pouvaient en être les répercussions sur des équilibres fragiles : l'énorme perte de production subie par les capitalistes français, leur recul provisoire sur les salaires, la fuite de capitaux vers des pays plus sûrs, tout cela a compromis le franc et obligé l'impérialisme français à la dévaluation d'août 69.

Le rétablissement du capitalisme en Union Soviétique, et dans les pays d'Europe Orientale, contrairement aux espoirs des impérialistes, n'a pas suffi à rétablir cette situation : il a simplement fait apparaître un nouveau concurrent, qui leur dispute partout des marchés et des zones d'influences.

LA CRISE DU DOLLAR

L'impérialisme US a particulièrement souffert de cette situation, du fait même qu'il tentait d'être maître du monde : son économie est la plus militarisée de toutes les économies impérialistes, et les peuples d'Indochine l'ont contraint par leur lutte à augmenter encore les dépenses militaires improductives.

La fabrication massive de dollars-papiers, pour faire face aux exportations de capitaux et aux dépenses militaires, a permis pendant toute une période aux monopoles US de faire des profits



la planche à dollars....

énormes. Mais en même temps, cela a scindé la branche sur laquelle ils étaient assis : d'une part le pouvoir d'achat du dollar s'est effrité aux Etats-Unis même, d'autre part, les dollars, denrée rare depuis la guerre, se sont progressivement accumulés dans les caisses des impérialismes concurrents, tandis que les réserves d'or américaines baissaient. Ce déséquilibre a miné depuis 1958 le système monétaire impérialiste, fondé sur la "stabilité" du dollar et sa convertibilité en or. Il s'est traduit par des tempêtes monétaires de plus en plus rapprochées. Il a atteint cet état son point de rupture, au moment où les réserves d'or US étaient si faibles devant la masse des dollars entassés hors des USA que toute demande de conversion de dollar en or aurait entraîné une catastrophe.

C'est pourquoi, le 17 août, Nixon a déclaré les Etats-Unis en faillite : les états étrangers qui, jusqu'ici, pouvaient théoriquement changer leurs dollars en or, ont appris officiellement ce qui sautait de plus en plus aux yeux : leurs avoirs en dollars n'étaient plus que du papier ! Avec le dollar, c'est tout le système monétaire impérialiste, fondé sur lui, qui s'est effondré. Cet événement, qui n'est rien d'autre que le fruit de la crise économique et de l'affaiblissement relatif de l'impérialisme US, n'a pas fini d'avoir de graves conséquences.

LA CRISE MONETAIRE AGGRAVE LA CRISE ECONOMIQUE

Les impérialistes sont aujourd'hui confrontés à une contradiction insoluble : D'une part le système monétaire était fondé sur le dollar ; pour le remettre sur pied, il faudrait donc renflouer la monnaie américaine en aidant les Etats-Unis à

surmonter leurs difficultés. D'autre part, les autres impérialistes, confrontés aux mêmes difficultés (à des degrés divers), ne sont pas prêts à payer le prix nécessaire. Selon qu'ils sont plus ou moins puissants, plus ou moins dépendants de l'impérialisme US, ils s'opposent à lui de diverses manières, avec un succès inégal. La France, forte d'une "indépendance financière" plus grande, est actuellement à la pointe de cette lutte. En tous cas, il est clair que dans ces conditions, il n'est pas possible de remettre sur pied le système monétaire impérialiste.

Or les divers impérialismes ont besoin pour leur équilibre de monnaies stables. Elles leur sont nécessaires :

- pour leurs exportations de capitaux : il n'est pas possible d'acheter à l'étranger des usines avec des monnaies dans lesquelles personne n'a confiance. C'est la raison pour laquelle les américains refusent encore de dévaluer le dollar par rapport à l'or.
- pour leurs importations de marchandises : les contrats internationaux exigent que l'acheteur puisse savoir plusieurs mois à l'avance à combien lui reviendra son achat.

La crise monétaire va donc multiplier les difficultés auxquelles les impérialistes sont confrontés. Elle les conduira à aggraver leur concurrence, à se hérisser de barrières douanières (déjà la taxe américaine de 10 % sur les importations, la même taxe au Danemark, les menaces de représailles et les mesures d'aide à l'exportation des états européens et japonais). Pour y faire face, ils tenteront de se payer sur le dos des peuples qu'ils oppriment (baisse vertigineuse des matières premières, qui sont les principales ressources des peuples opprimés de la zone des tempêtes) et de leur propre prolétariat (hausse des prix et blocage des salaires).

Cette concurrence ne fera qu'aggraver la stagnation et la récession économique. Aux USA, la sidérurgie tourne à 30 ou 40 % de sa capacité de production. En



1935 : marche des chomeurs de Calais à Paris

Italie, la production industrielle a baissé, fait sans précédent depuis des années, de 6,7 % en 1 an. En Allemagne, les économistes bourgeois eux-mêmes affirment que des milliers d'entreprises sont "en faillite sans le savoir". En Angleterre, la fermeture d'usines comme Rolls-Royce ou les Chantiers de la Clyde, se multiplient. La Suède est déjà entrée dans la phase aiguë de la crise. Conséquence inévitable pour la classe ouvrière des pays impérialistes : le chômage. Déjà plusieurs millions aux Etats-

EDITORIAL

suite de la page 1

rects, qui touchent encore plus la classe ouvrière que les couches supérieures, sont en hausse de 13,6 %.

3. Les prix, quant à eux, continueront nécessairement à monter en flèche du fait de l'augmentation de la masse monétaire (impression de papier-monnaie) exigée par ces investissements (7 % au cours des 7 premiers mois de l'année. Les contrats "anti-hausse, ne sont qu'une nouvelle mystification ; d'une part, les augmentations des services publics, déjà effectuées, peuvent maintenant attendre 6 mois ; d'autre part, aucun contrôle n'est prévu par produit ou même par branche pour les prix industriels ; la hausse des prix de détail continuera puisqu'elle reflète à retardement celle des prix industriels ; et la création de produits "nouveaux", la constitution de stocks en attendant la fin de la "réglementation", ont déjà prouvé leur efficacité pour tourner ce genre de mesures à l'époque du "plan de stabilisation". Bref, si ces contrats peuvent constituer une tentative pour maintenir des prix de dumping plus bas que d'habitude à l'exportation, ils n'arrêteront en rien la valse des étiquettes dans les bou-

Unis, 1 million en Angleterre, 130 000 pour un petit pays comme la Suède. En France, le chômage est de 50 % supérieur à octobre 69, et a déjà dépassé, malgré tous les bla-bla-bla gouvernementaux, le niveau de la période sombre qui a précédé mai-juin 68. Et naturellement, l'accroissement du chômage sera un moyen supplémentaire de pression sur les salaires. Chacun à sa manière, Chaban-Delmas ou Marchais invitent la classe ouvrière de France à participer à la défense du "potentiel économique français", en réali-

tiques fréquentées par les travailleurs. En revanche, ils constituent une arme de propagande pour faire pression sur la classe ouvrière, l'appeler à renoncer "volontairement" aux augmentations de salaire exigées par les hausses, et "justifier" l'intransigeance patronale sur les revendications, dont l'Etat vient de donner l'exemple à la RATP.

Et au bout, le chômage... !

Ce train de mesures anti-ouvrières, les coffres-forts qui nous gouvernent ont le culot de les présenter comme destinées à maintenir le "plein-emploi". Merci pour les 12 000 camarades de chez Wendel, qui font aujourd'hui, après tant d'autres, les frais de la politique de rationalisation des entreprises monopolistiques, que ces messieurs visent à préserver : ce "plein-emploi" — là est toujours étroitement lié à la "mobilité de la main-d'œuvre", c'est-à-dire aux pertes d'emploi, avec les déclassements, les déplacements et toutes les souffrances qu'elles entraînent.

Mais il y a pire : l'inflation galopante, en sapant le franc, ne s'apaise pas seulement le pouvoir d'achat des travailleurs. Elle sapera, tôt ou tard, la capacité d'exportation que

l'impérialisme français s'attache à préserver à court terme. Combinée avec l'aiguïsement actuel de la concurrence inter-impérialiste, elle débouche nécessairement sur le marasme, la crise... et le chômage. Telle est la logique implacable à laquelle l'impérialisme moribond ne peut échapper : il creuse sa tombe en voulant se sauver, et prépare à la classe ouvrière des lendemains atroces, tant qu'elle ne l'aura pas jeté bas.

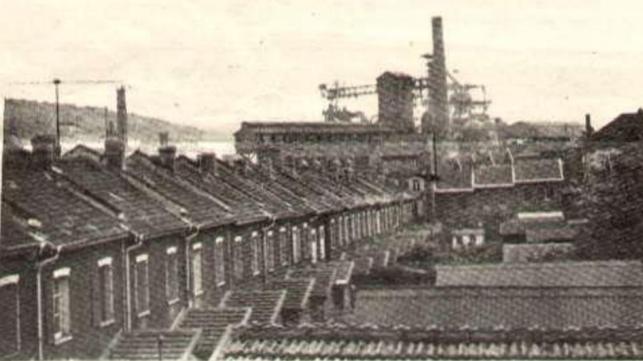
Déjà, la crise de surproduction est ouverte, et provoque un chômage massif, largement supérieur à la période noire de fin 67, début 68. Les mesures visant à favoriser les investissements seront sans grand effet sur les branches les plus touchées par le marasme qui commence (alimentation, chimie, textile, mécanique). Quoi que dise et fasse l'Etat des monopoles, la récession et le chômage commencent aujourd'hui.

Pour la bourgeoisie chancelante : La béquille révisionniste

Une situation pareille exige de la classe ouvrière des luttes énergiques et de grande ampleur pour le pouvoir d'achat et l'emploi : bientôt, il faudra vaincre ou périr. Aussi les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de leur syndicat CGT

difficile de trouver du travail, et de trouver un travail stable. Quelques indices sont rapportés dans la presse bourgeoise, qu'il faudrait étudier et analyser plus à fond

MONTEE DU CHOMAGE



l'empire Wendel-Sidelor : de la maison à l'usine

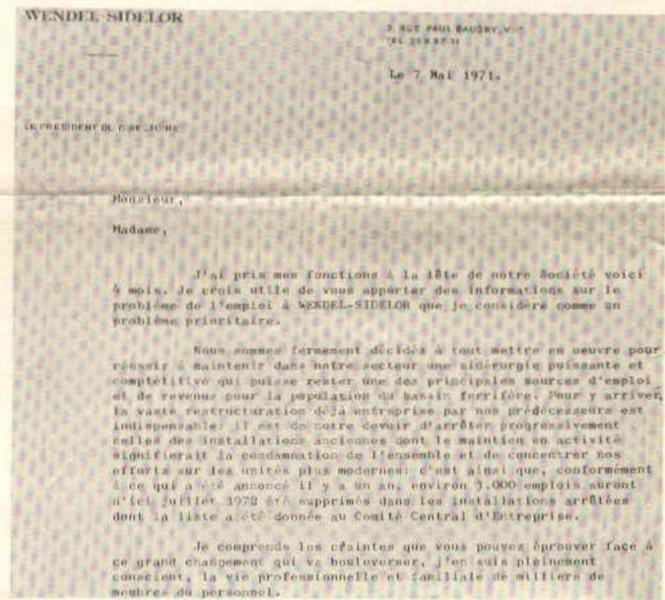
Les conséquences immédiates de la crise du capitalisme mondial se font sentir durement depuis la rentrée sur la classe ouvrière, particulièrement en ce qui concerne l'emploi. Il est de plus en plus

EST		
Wendel-Sidelor	plusieurs usines touchées (Knutange, Hayange, Homécourt, Fenderie) et une usine condamnée, Micheville	12 000 licenciés en 4 ans
Bar-le-Duc	fermeture de la fonderie Derenne	172 licenciés
Reims	menace de fermeture de la biscuiterie Paquot	
Merkwiller Pechelbronn	fermeture sans préavis de l'usine de chaussures Servas	126 licenciés
RHONE-ALPES		
Roanne	fermeture d'une papeterie du groupe Navarre	450 licenciés
St-Germain-Laval	éts Gevarm 1 800 ouvriers	21 licenciés
La Mure	laboratoires Médicoplast 164 ouvriers	115 licenciés
Modane	Péchinay-St-Gobain : fermeture entre mai et septembre 1972 à la suite de la concentration sur Lavéra	124 licenciés
REGION PARISIENNE		
Corbeil-Essones	fermeture de l'usine Testut	172 licenciés
Noisy-le-Sec	fermeture de Tubesch Mulica (mobiliier scolaire)	83 licenciés
Montargis	fermeture d'Hutchinson Mapa	1 000 licenciés
Rueil	fermeture de Woodmine	
Crosnes	fermeture d'Hutchinson Mapa	125 licenciés
Roussel-Uclaf	fermeture d'ici juin 72 de plusieurs usines	1 150 licenciés
Nanterre	fermeture des papeteries de Nanterre et de la Seine	
QUEST		
Caen	fermeture du magasin Mammouth à partir de décembre 71 à la suite de la fusion avec Carrefour	285 licenciés
Le Mans	Schneider-Celmans	410 licenciés
Anjou	bassin ardoisier	26 licenciés
DIVERS		
Bordeaux	fermeture du magasin Lanoma d'ici décembre 71	
Cagnac-sur-Mer	fermeture en 1972 de Tunzini-Pont à Mousson	60 licenciés

volent au secours des monopoles. Leur position "de principe", consistant à "résoudre la crise en augmentant le pouvoir d'achat des travailleurs", fait rire tout le monde, car elle est exactement à l'opposé de la nature même du régime qu'ils ne se proposent pas de détruire. Elle cache mal des positions réelles, proclamées ici et là, toujours mises en œuvre, et des plus dangereuses pour les prolétaires qu'ils trompent ; il s'agit de la "défense du franc" et de "l'économie française" (impérialiste française ; mais chut ! L'Humanité n'en souffle mot). Il ne s'agit plus, à tout prix les empêcher, les étouffer dans l'œuf avant qu'elles ne prennent de l'ampleur : Monsieur Séguy a donné là-dessus des assurances au bourgeois "Figaro" ; et la campagne actuelle de la CGT sur "la nécessité de tenir compte de l'opinion publique (c'est-à-dire de celle de Chaban) avant d'engager toute lutte n'a pas d'autre sens.

Les conducteurs du métré viennent de faire l'expérience de cette coalition, plus cyniquement étalée que jamais, de l'Etat bourgeois et de ses fidèles serviteurs du P.C.F. Dans le même temps, se prépare un mouvement tournant contre les

luttés que le chômage pourrait susciter, à l'exemple de celui des contrats de progrès. Ces derniers, pseudo-"échelle mobile", "garantisent" une hausse des salaires largement inférieure en fait à la hausse réelle des prix (et non pas des indices truqués), étaient tombés à pic pour saboter les luttes sur les salaires, avec la collaboration active des syndicats signataires. Aujourd'hui que le chômage monte, Monsieur Séguy lance l'idée d'une grande négociation à leur sujet. Parlons que Chaban, le chevalier du "plein-emploi", va marcher ; et qu'au nom d'un nouvel "accord sur l'emploi, plein de paroles creuses, les luttes contre les licenciements seront étranglées à leur tour. Etroitement solidaires de l'impérialisme français, les révisionnistes se sont fixés depuis longtemps pour tâche de détourner la classe ouvrière de son but révolutionnaire. Ils mettent la dernière main à leur ouvrage en volant au secours des monopoles pour les aider à faire payer aux prolétaires la crise qui monte. Espérant la récompense pour 1973, ils se proclament déjà ouvertement "parti de gouvernement", et sont prêts à tout sacrifier pour parvenir à ce but : gérer les affaires "comme le premier Blum venu. La crise contribuera à les démasquer.



il y a 7 mois déjà - lettre de la direction aux futurs chomeurs

LE CHOMAGE

Les chiffres officiels eux-mêmes sont criants : en août, 329 800 demandes de travail ne sont pas satisfaites, en septembre 353 900, soit 7,3 % de plus en un mois, 14,86 % depuis mai et 25,23 % en 1 an. La bourgeoisie essaie de masquer cette montée galopante du chômage en prétendant que "la forte augmentation des demandes est en partie imputable aux efforts de prospection de l'Agence Nationale pour l'Emploi". Cela ne trompe personne, en tout cas pas les jeunes qui sont les premiers touchés, ni ceux qui se trouvent licenciés à la suite des très nombreuses fermetures d'usine.

LES FERMETURES D'USINES

Depuis la rentrée, les annonces de fermeture d'usines sont de plus en plus fréquentes, le plus souvent sans reclassement. Les gros trusts concentrent (ainsi De Wendel-Sidelor à Fos), les petites usines licencient. La presse bourgeoise est prudente sur le sujet. Les informations qu'elle donne sont éparées et bien cachées. Pour ouvrir les yeux sur cet état de fait, nous avons essayé de dresser une première liste, bien incomplète, des fermetures.

LE TRAVAIL TEMPORAIRE

Les négriers modernes, à savoir les entreprises de travail intérimaire, sont de plus prospères et se multiplient comme des petits pains. Une rapide enquête suffit à montrer que de plus en plus, les grosses boîtes n'embauchent plus que par leur intermédiaire. N'est-il pas plus avantageux d'avoir une main-d'œuvre, certes plus chère, mais pour laquelle il n'y a pas de charges sociales à payer, et surtout qu'on peut embaucher et débaucher à loisir, sans risque. Les statistiques bourgeoises montrent d'autre part que les personnes embauchées les plus nombreuses sont précisément celles qui sont le plus touchées par le chômage (60 % de femmes). Ce ne sont là que quelques indices. Une chose est sûre : ils vont se préciser et s'aggraver dans l'avenir. Face à cela, il est toujours possible de lancer des appels creux et généreux à la lutte contre le chômage. Front Rouge entend rompre avec cette pratique ; c'est pourquoi, dès ce numéro, il attire l'attention sur la montée du chômage, même à l'aide d'éléments éparés et incomplets. Et il appelle ses lecteurs à enquêter plus à fond et plus avant sur ce type d'avenir que la crise prépare à la classe ouvrière.

Il y a un peu moins d'un an paraissait le premier numéro de FRONT ROUGE. Né de la rupture du mouvement marxiste-léniniste avec l'opportunisme de droite, FRONT ROUGE constatait dès son premier numéro la crise politique du mouvement marxiste-léniniste, et appelait à la lutte contre le spontanéisme "de gauche".

Qu'en est-il un an après ? A première vue il semble que les choses n'ont guère évolué. Le mouvement marxiste-léniniste semble toujours aussi faible, divisé et désorienté. Politiquement, il a toujours l'air d'osciller entre l'opportunisme de droite du "Front Démocratique" et l'opportunisme de "gauche" de la "violence exemplaire". FRONT ROUGE lui-même, pendant une longue période, a suivi les yeux fermés le mouvement spontané de la jeunesse.

En réalité, au delà des apparences, au delà de ce qu'il en ressort dans la presse bourgeoise, cette période n'est pas inutile au mouvement marxiste-léniniste. Une multitude d'idées et d'expériences ont été confrontées à l'épreuve de la vie. Toutes ces expériences avaient un point commun : elles étaient nées d'idées toutes faites, dans la tête de quelques uns, sans connaissance précise de la réalité. En effet, qui donc, dans le mouvement marxiste-léniniste est-il capable de dire quelle est la réalité de la France d'aujourd'hui, autrement qu'en principes vagues et généraux ? Et si on ne connaît pas la réalité de notre pays, comment prétendre la transformer, transformer quelque chose qu'on ne saisit pas ?

C'est là le principal acquis positif de la période. Tirant la leçon de ses erreurs et cherchant la cause de ses différents errements tant à gauche qu'à droite, un noyau marxiste-léniniste s'est unifié sur la priorité de cette tâche : élaborer une ligne politique, à partir d'une connaissance scientifique de la réalité française. L'existence d'un tel

noyau permet d'espérer, s'il mène son projet à bien, de voir le mouvement marxiste-léniniste prendre enfin prise sur la réalité, sortir de son ghetto, s'implanter dans la classe ouvrière, vaincre la dispersion politique et organisationnelle actuelle : de voir s'édifier le parti communiste, marxiste-léniniste de notre pays.

Dans cette perspective FRONT ROUGE a sa place et son rôle à jouer : donner une vision marxiste-léniniste des événements, donner l'opinion des marxistes-léninistes sur ce qui se passe. Les difficultés qu'ont nos camarades à apporter à la classe ouvrière des explications satisfaisantes à chaque grand moment de la lutte des classes (que ce soit sur la grève de Renault ou celle du métro, sur le Bengale ou la diplomatie chinoise, aussi bien que sur les conséquences de la crise en France) prouvent assez qu'un tel journal est nécessaire.

Ce numéro est encore un numéro de transition, car toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour que FRONT ROUGE remplisse ce rôle. Cela demande que FRONT ROUGE soit en prise sur l'actualité, donc puisse paraître chaque semaine, avec chaque semaine suffisamment d'informations, mais d'informations digérées, expliquées. Pour que FRONT ROUGE puisse être un tel journal d'agitation hebdomadaire, il faut avant tout que chacun de ses lecteurs en ait compris la nécessité, mais aussi les difficultés. Difficultés car FRONT ROUGE seul est bien incapable de recueillir les informations nécessaires. Difficultés financières, car FRONT ROUGE ne vit ni de publicité, ni d'une quelconque "aide extérieure", d'où qu'elle vienne : FRONT ROUGE est fidèle au principe marxiste-léniniste de compter sur ses propres forces.

POUR UN FRONT ROUGE HEBDOMADAIRE D'AGITATION.

Le PTA n'a pas élaboré d'un seul coup et complètement sa ligne politique, son programme, pour l'une ou l'autre étape de la révolution. Au début, il a posé les fondements de sa ligne générale, défini clairement en premier lieu son but stratégique, puis il a enrichi et complété cette ligne au cours de la révolution...

Pourquoi le PTA n'a pas mis au point un programme complet et entier pour une étape historique de la révolution dès le début de l'étape ? L'unique raison, c'est qu'au début, l'expérience nécessaire de la direction révolutionnaire n'était pas suffisante. Cette expérience est acquise essentiellement dans l'activité pratique révolutionnaire. Ni le marxisme-léninisme, ni l'expérience d'un parti frère, ne donnent jamais au parti de la classe ouvrière de tel ou tel pays une ligne politique toute prête et complète. Outre la théorie marxiste-léniniste qui éclaire la voie, et outre l'expérience des partis frères qui aide, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière a besoin de sa propre expérience révolutionnaire dans la mise au point de sa ligne politique.

L'application d'un tel principe et d'une telle pratique a abouti à ce que la ligne politique du PTA a été en constant dynamisme, qu'elle n'a jamais été un programme dogmatique et dur, mais un programme toujours vivant, toujours actuel et d'un esprit créateur.

Tout cela a aidé en même temps le parti à vérifier dans la vague de la pratique révolutionnaire la justesse de sa ligne, de libérer cette ligne de ses erreurs et de ses défauts.

En donnant une importance primordiale à son expérience révolutionnaire dans l'élaboration de sa ligne politique, le PTA a également tiré profit de l'expérience des partis frères, de tout le Mouvement Communiste International. Il a profité particulièrement de l'expérience du parti bolchevique. Aujourd'hui, il profite particulièrement de l'expérience révolutionnaire du Parti Communiste Chinois. A ce propos, le camarade Enver Hoxha a déclaré :

"Notre parti se reposait sur les enseignements de Lénine et de Staline, sur la précieuse expérience de l'édification du socialisme en Union Soviétique, mais il ne pouvait la copier et l'appliquer d'une manière mécanique."

Le PTA a adapté l'expérience révolutionnaire des partis frères aux conditions historiques, économiques et sociales de notre pays. Copier mécaniquement l'expérience révolutionnaire d'un autre parti ou d'un autre pays n'est qu'une mauvaise caricature avec des conséquences irréparables pour le parti de la classe ouvrière qui se permet une telle erreur...

La société humaine en général, et la société dans un pays donné en particulier est pleine de contradictions qui revêtent sans faute un caractère de classe lorsqu'il s'agit de la société de classes. Il n'est pas facile de définir une contradiction fondamentale, en d'autres termes, de définir l'obstacle numéro un qui doit être aplani dans un pays donné ou dans une étape donnée de la révolution, en vue d'assurer le développement normal de la société, son passage du capitalisme au communisme.

## TIRONS POUR NOTRE PAYS LES LEÇONS DE L'ÉDIFICATION DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Novembre est un mois riche de leçons pour le Mouvement Communiste International. Le 7 novembre 1917, la première Révolution Socialiste du monde triomphait en Union Soviétique, sous la direction du *Parti Communiste (Bolchevique) d'Union Soviétique*. Le 8 novembre 1941, il y a 30 ans, les communistes albanais, avec à leur tête le camarade Enver Hoxha, créaient le *Parti Communiste d'Albanie* : c'est dans le feu de la lutte que le jeune parti s'est édifié, puisque en novembre 1944, soit 3 ans plus tard, il avait conduit le peuple albanais à la victoire contre l'occupant nazi et la *République Populaire d'Albanie* était proclamée.

Aujourd'hui, l'Albanie a progressé dans la même voie et est devenue un des bastions du socialisme ; tandis que l'Union Soviétique a changé de couleur : elle, aux mains de la clique révisionniste Brejnev-Kossyguine, est devenue un instrument d'oppression, oppression de la classe ouvrière soviétique, des peuples d'Union Soviétique, d'Europe de l'Est et du reste du monde.

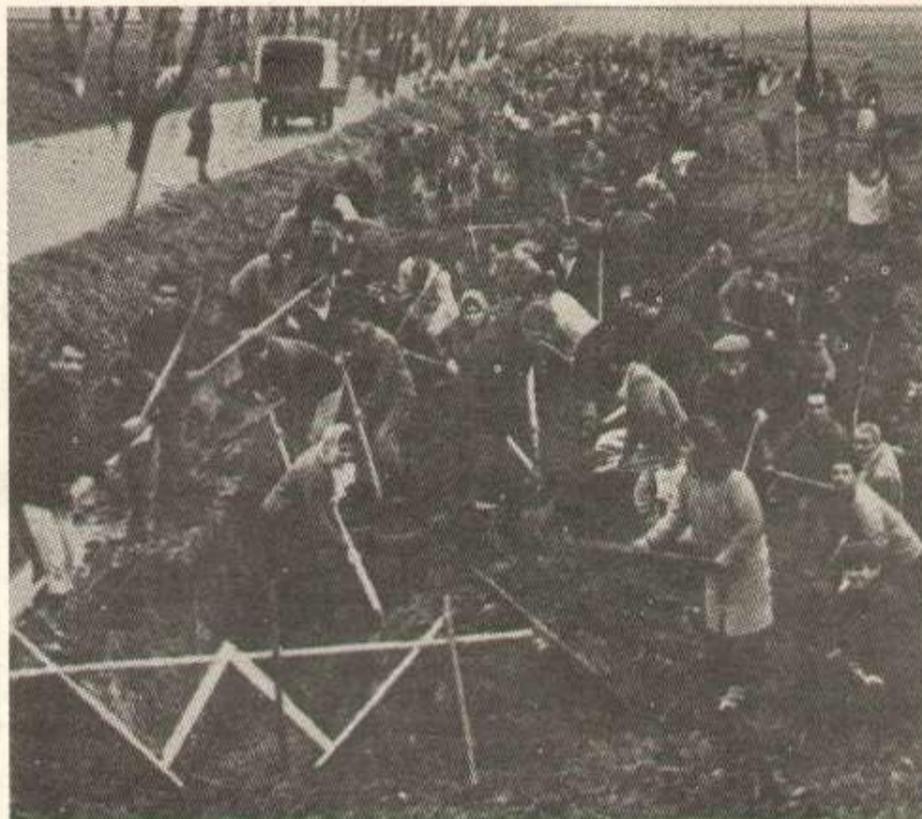
Il faut en chercher la cause dans la ligne suivie par les 2 partis depuis une quinzaine d'années : le *Parti du travail d'Albanie* et le PCCUS ont choisi 2 voies différentes. Le PCCUS, reniait les enseignements de Lénine et de Staline, chassait ses meilleurs éléments, et le révisionnisme, vieille maladie du marxisme-léninisme, y triomphait, et y prenait une forme nouvelle, encore jamais atteinte. Pendant ce temps, le PTA, par une lutte à mort contre le révisionnisme moderne, et une fidélité intransigeante aux principes de Lénine et de Staline, persistait dans une juste ligne marxiste-léniniste et participait largement à son enrichissement.

Les enseignements que le PTA peut tirer de ses 30 ans d'histoire sont d'une grande richesse. En réalité, il y a plusieurs façons de prétendre profiter de l'expérience des partis frères. Pour certains, cela va être proposer pour la France une "démocratie populaire sous dictature du prolétariat", à l'image de la

République Populaire d'Albanie. Pour d'autres, cela va être de se lancer dans une "nouvelle résistance", à l'image de la Résistance du peuple albanais contre l'occupant nazi. Dans l'un et l'autre cas, il ne s'agit que de copier servilement, et mécaniquement l'expérience d'un parti frère, et encore en n'en retenant que ce qu'on veut bien en retenir.

L'attitude marxiste-léniniste est tout autre. Tenons compte des conditions concrètes dans lesquelles s'est édifié le PTA. Sa première tâche a été d'unir le peuple albanais contre les occupants nazis : il est normal qu'il ait proposé comme forme de pouvoir une démocratie populaire. Dès sa naissance, il s'est trouvé dans l'action révolutionnaire, les armes à la main, puisqu'en 3 ans d'existence, il a chassé les nazis et pris le pouvoir : il est donc normal qu'il ait accordé un rôle primordial à l'action révolutionnaire dès le début de son existence. Il n'en est absolument pas de même en France aujourd'hui. Nous sommes dans un pays capitaliste avancé, où l'influence du révisionnisme sur la classe ouvrière est très forte. Les conditions dans lesquelles s'édifiera le Parti marxiste-léniniste seront donc complètement différentes.

L'expérience d'un parti comme le PTA est très vaste. Mais ce qui nous y intéresse au premier chef, c'est ce qui concerne la période de l'édification du parti dans laquelle se trouvent les marxistes-léninistes français aujourd'hui, et les problèmes qu'ils ont à résoudre. Cette période est la toute première, celle de l'élaboration de la ligne politique. C'est dans cette optique, que FRONT ROUGE propose à ses lecteurs, en ce 30<sup>e</sup> anniversaire du PTA, d'étudier quelques extraits d'un article paru récemment dans la revue théorique et politique du "CC" du PTA "Rruga e Partise" : "QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE L'EXPERIENCE DE 30 ANS DE LA POLITIQUE ET DE L'ACTIVITE REVOLUTIONNAIRE DU PTA".



En 4 heures, 26 000 habitants de Tirana ont percé un canal de 22 km de long.

Savoir définir justement la contradiction fondamentale (la contradiction qui demande une solution prioritaire ou bien dont la solution conditionne celle des autres contradictions), c'est la première condition indispensable pour le Parti de la classe ouvrière pour qu'il puisse bâtir une juste ligne politique...

La définition de la contradiction fondamentale dans tel ou tel pays, dans telle ou telle étape de la révolution, ne naît pas de l'imagination, mais sur la base des conditions concrètes objectives, sur la base du principal antagonisme de classe dont la solution requiert en premier lieu

la concentration de la lutte de classes.

Découvrir et saisir la contradiction sociale fondamentale revêt une grande importance pratique pour le parti de la classe ouvrière, afin qu'il puisse s'acquitter avec honneur de sa mission d'avant-garde de la classe ouvrière, de dirigeant de la révolution, cela permet au parti de définir justement le but stratégique, les tâches-programme dans telle ou telle étape historique, le principal ennemi contre lequel doit être dirigé le coup décisif, les alliés de la classe ouvrière, les forces sociales politiques mobiles de la révolution...

# ESPAGNE : LA CLASSE OUVRIERE RESISTE A LA REPRESSION FASCISTE ARMEE

En Espagne, toujours et sans relâche, le fascisme condamne, emprisonne, assassine. En juillet, à nouveau devant le tristement célèbre tribunal militaire de Burgos, 10 nationalistes basques ont été condamnés de 6 mois à 21 ans de prison. En septembre, les flics ont tué un ouvrier du bâtiment, qui distribuait des tracts pour la grève. En octobre, la police espagnole tire sur 4 000 grévistes de la SEAT, et les mineurs des Asturies en grève sont lockoutés.

En fait, en dépit de cette répression féroce, les luttes populaires ne faiblissent pas, au contraire : les luttes ouvrières de ces derniers temps, l'immense solidarité déclenchée dans toute l'Espagne en riposte à la répression, prouvent que l'organisation et la détermination des peuples espagnols, et principalement de la classe ouvrière, ne font que se renforcer. Les manœuvres d'intimidation de Franco

après le procès de Burgos de janvier 71 ont été déjouées.

Le 13 septembre, 20 000 ouvriers du bâtiment se mettent en grève. Début octobre, c'est le tour des mineurs des Asturies, toujours à la pointe du combat. Le 18 octobre, 4 000 métallurgistes occupent les usines SEAT de Barcelone. Ce sont là les mouvements les plus importants, d'autres usines sont en grève à Bilbao et Pampelune depuis la rentrée.

Les revendications portent sur les conditions de travail et de vie. Les ouvriers du bâtiment veulent un salaire de 400 pesetas (32 F par jour), 45 h par semaine, 1 mois de vacance. Les ouvriers des usines SEAT protestent contre une exploitation féroce. Par exemple, dans les fours à peinture, les ouvriers n'ont pas de masque (ça coûterait trop cher pour la direction, mais quand il faut payer des flics maison, on n'hésite pas) : ils se protègent comme ils peuvent... avec des torchons contre la chaleur et les émanations de gaz. Résultat : 6 morts depuis le début de l'année, 2 brûlés vifs, 1 électrocuté. Récemment, le patron voulait imposer un service de nuit obligatoire : 15 ouvriers débrayent, 23 sont licenciés. Parmi ces 23, 2 s'étaient faits remarquer par la direction parce qu'ils étaient allés pisser sans permission ! En même temps, au bas des tracts, le droit aux libertés politiques et syndicales est sans arrêt réaffirmé.

Pourquoi une répression si forte, à un tel moment ? L'ampleur du mouvement qui paralyse des secteurs-clé, mais aussi la crise monétaire internationale qui affaiblit fortement un régime pieds et poings liés à l'impérialisme US.

En particulier, la SEAT est une entreprise soutenue par des capitaux italiens, qui se sont introduits en Espagne sous l'aile de l'impérialisme US. Ce n'est donc vraiment pas le moment, pour les patrons de céder sur les salaires, les congés, alors



grève au Pays Basque...

qu'au contraire, pour résister, il lui faut faire trimer sans arrêt les ouvriers.

Donc une seule réponse du patronat : la répression à outrance. Les ouvriers ne sont pas décidés à se laisser faire. C'est pour la réintégration de tous leurs camarades licenciés que les ouvriers de la SEAT occupent leur usine. Ils savaient ce qui les attendait après la mort d'un de leurs camarades du bâtiment. Les armes à feu ne les intimident pas. Ils refusent de reprendre le travail après 2 mesures successives de lock-out. Immédiatement, la solidarité s'est organisée à Barcelone même et en Catalogne, et bientôt dans toute l'Espagne et spécialement dans le Pays Basque. Les usines déjà en grève se sont solidarisées ; d'autres ont arrêté le travail, comme à Bilbao. La solidarité s'est étendue aux autres couches de la population : des étudiants ont manifesté, des commerçants ont fermé leur magasin. Vendredi 29 octobre, pour soutenir les 18 700 ouvriers de la SEAT mis à pied

jusqu'au 2 novembre, 9 000 ouvriers ont fait grève à Barcelone et dans la région.

Un an après Burgos, le régime fasciste doit à nouveau faire face aux coups de la classe ouvrière. Cette fois-ci, les coups lui feront encore plus mal. La crise du capitalisme l'a affaibli. Par ailleurs, depuis Burgos, la classe ouvrière et les peuples d'Espagne ont franchi une nouvelle étape de la lutte antifasciste. La création des comités pro-FRAP (pour la création d'un Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote), auxquels participent activement nos camarades du PCMLE (Parti Marxiste-Léniniste d'Espagne) traduit une union grandissante des peuples d'Espagne autour des marxistes-léninistes, contre le fascisme. Ces comités, qui regroupent plusieurs dizaines de milliers de personnes dans toute l'Espagne, plusieurs organisations, dont les syndicats clandestins, renforcent l'espoir que les peuples d'Espagne se débarrasseront du Yankee-fascisme.

## DERNIERE MINUTE :

### LES REVISIONNISTES POLONAIS AIDENT FRANCO A BRISER LA LUTTE DES MINEURS DES ASTURIES

*Les mineurs en grève depuis plusieurs semaines ont fait perdre à la Société Nationale Hunnosa plus de 300.000 tonnes de charbon. Les industries sidérurgiques des Asturies n'ont plus qu'un mois de stocks. Le gouvernement révisionniste polonais en livrant plusieurs milliers de tonnes au gouvernement franquiste, lui enlève une belle épine du pied — Le gouvernement Gierk dans l'orbite du social-impérialisme soviétique opprime le peuple polonais — Quoi d'étonnant alors à ce qu'il aide Franco à briser les grèves.*

## A BAS LE REGIME TURC YANKEE-FASCISTE

Le 9 octobre, les tribunaux fascistes de Turquie ont condamné à mort 18 militants révolutionnaires turcs appartenant à l'Armée Populaire de Libération de Turquie.

Ces mesures s'inscrivent dans la terreur grandissante que fait subir aux peuples turcs une poignée de fantoches et de généraux fascistes à la solde de l'impérialisme américain : 2 000 arrestations en 3 mois, tortures, assassinats, suppression de toute liberté. En Grèce et en Turquie, l'impérialisme US prétend installer des solides bases d'agression contre les peuples méditerranéens. Solides, c'est une autre affaire, c'est celle des peuples grecs et turcs.

Comment en est-on arrivé là ? Des experts bourgeois et révisionnistes s'empressent d'expliquer le fascisme actuel par le refrain désormais bien connu des agissements-extrémistes-d'une-poignée-de-provocateurs-gauchistes-à-la-solde-de-l'étranger. L'analyse marxiste de la réalité désigne tout autrement le responsable : l'impérialisme US représenté sur place par la CIA, des fantoches et des généraux achetés.

Après la guerre mondiale de 14-18, Mustapha Kemal "Ata Turk" fonde une république qui doit dans son esprit permettre la montée d'une bourgeoisie nationale indépendante (à l'abri de toute lutte populaire organisée, puisque le PC est interdit dès sa fondation). En fait, à l'époque de l'impérialisme, aucune bourgeoisie nationale ne peut se développer à l'abri de l'impérialisme. En particulier, à la faveur de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, la bourgeoisie turque "neutre" recueille toutes sortes de capitaux étrangers, à l'aide d'un fabuleux marché noir.

Après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, les contradictions s'aiguisent entre cette bourgeoisie, complètement inféodée à l'impérialisme, qui a pris le pouvoir politique (la Turquie entre à l'OTAN) et l'armée où les idées nationalistes restent implantées. A la faveur d'une alliance des militaires avec des couches petites bourgeoises et paysannes d'opposition, ont été obtenues en 1960 une constitution plus libérale et des promesses de réforme agraire.

Le capitalisme étranger, avec à sa tête

l'impérialisme US, lui, ne désarme pas : il change simplement de moyens et s'emploie au plus vite à intégrer l'armée. La plupart des officiers deviennent fonctionnaires supérieurs de l'OTAN, de la Banque Internationale, et même membres des conseils d'administration des grandes sociétés US.

A partir de 1965, la répression se précise, la collusion du gouvernement avec l'impérialisme US aussi. Les manifestations contre la "visite" des navires de la 6<sup>e</sup> flotte US sont de plus en plus fréquentes : à tel point que le 27 février 1969, les Etats-Unis sont obligés d'annuler une de ces "visites". En janvier 1969,



Vengeance pour un camarade assassiné

la voiture de l'ambassadeur américain est incendiée. Lors de ces manifestations des étudiants sont abattus. Désormais, les militants sont systématiquement pourchassés et tués par la police, l'armée et les commandos fascistes.

L'évidence s'impose que face à la violence fasciste, il faut armer le peuple. De plus, la relative libéralisation du régime après 60 avait facilité la circulation clan-

destine de textes marxistes-léninistes, qui permettent aux révolutionnaires de commencer à s'armer théoriquement et dénoncer le Parti Ouvrier Turc comme social démocrate et non marxiste-léniniste.

Les luttes prennent de plus en plus d'ampleur : les manifestations ouvrières dans les grands centres industriels (Istanbul, Ankara), les luttes anti-impérialistes et antifascistes des étudiants, les occupations de terres, la lutte de libération nationale du peuple Kurde. De nouvelles organisations naissent, comme la Dev Genç (organisation de jeunesse révolutionnaire), qui est la plus touchée par la

une dictature barbare.

Au travers des 18 jeunes militants révolutionnaires condamnés à mort, c'est la lutte des peuples turcs qu'elle veut briser. Elle encercler les usines avec des blindés, envoie des unités spéciales de tortionnaires, crée des camps de concentration pour le peuple Kurde, elle transforme les universités en garnisons de police. Elle emprisonne, torture, assassine des milliers de progressistes, de révolutionnaires.

Spiro Agnew, l'homme des basses besognes de Nixon, a donné sa bénédiction en venant faire une tournée d'inspection, juste avant d'aller visiter une autre clique fasciste, à Athènes. L'impérialisme US veut faire de la Turquie une base d'agression contre les peuples arabes : les 50 bases militaires déjà installées ne lui serviront à rien si les peuples de Turquie ne sont pas muselés.

Les militants révolutionnaires turcs nous demandent de nous mobiliser pour sauver la vie des 18 condamnés à mort. C'est notre devoir d'internationalisme prolétarien. C'est aussi une tâche d'autant plus importante pour les progressistes et révolutionnaires de France quand on sait les liens étroits qui unissent les gouvernements de Paris et d'Ankara. Erim, pour remodeler l'arsenal juridique de la bourgeoisie turque a fait appel aux conseils éclairés des auteurs français de la loi anti-casseurs. Renault installe en Turquie une firme Renault-Oyak, et en guise de remerciement offre une Renault à chaque officier supérieur turc. Mais surtout, l'appel des patrons français à l'émigration d'ouvriers est de plus en plus pressant. La Turquie, associée au Marché Commun a déjà expatrié un grand nombre de travailleurs en Belgique, en Allemagne et en Autriche, 10 000 sont déjà en France. Le patronat français espère sans doute bénéficier d'une main d'œuvre rendue docile par un régime fasciste. C'est autant à nous qu'à nos camarades turcs de faire en sorte qu'il soit déçu.

**A BAS LES TRIBUNAUX MILITAIRES FASCISTES.**

**A BAS LE REGIME TURC YANKEE-FASCISTE.**

**LA LIBERTE ET LA VIE POUR LES 18 MILITANTS REVOLUTIONNAIRES.**

répression.

Le coup d'état du 13 mars 1971 et la terreur fasciste qui a suivi est la réponse de la bourgeoisie inféodée à l'impérialisme US devant une situation de plus en plus dangereuse pour elle. Ne pouvant plus freiner la lutte montante du peuple dans les limites de la démocratie parlementaire, elle s'est appuyée sur une poignée de généraux fascistes pour instaurer

# LA DIPLOMATIE : UNE NOUVELLE ARME DE LA CHINE ROUGE CONTRE L'IMPÉRIALISME

Aux dernières nouvelles, la visite de Nixon à Pékin, la Chine à l'ONU... les commentaires vont bon train. La Chine a-t-elle trahi, est-elle rentrée dans le concert des super-puissances ? Ou bien est-ce l'aube d'une ère nouvelle, où l'impérialisme anéanti ne réagira plus ? En réalité, ni l'un ni l'autre : ni l'impérialisme américain, ni la Chine Rouge n'ont changé de nature.

vis d'elle. Ils la reconnaissent, restent en paix avec elle, et dénoncent la clique de Tchiang Kai-Chek : elle nouera des relations diplomatiques. Nixon accepte de reconnaître l'existence de la Chine Rouge : qu'il vienne discuter à Pékin. La majorité des pays de l'ONU acceptent la Chine Populaire en leur sein : elle y va. Il s'agit là, depuis 20 ans, d'une juste application des principes de la coexistence pacifique.

**Ne négliger aucun moyen, y compris les négociations et les concessions pour arriver à la victoire.**

Certains feignent de considérer qu'accepter de serrer la main de Nixon, de discuter avec lui, est une trahison contraire au marxisme-léninisme. Nous les renvoyons à l'histoire du Mouvement Communiste International : le Pacte Germano-Soviétique, entre Hitler et Staline, les négociations de Tchongking entre Tchiang Kai-Chek et Mao Tsé-toung, les négociations de Paris entre Nixon et les combattants vietnamiens. Tout cela a-t-il été nuisible à la Révolution ? Est-ce que ça n'a pas permis de démasquer l'ennemi, de lui arracher des concessions. Même si ces concessions ne sont que temporaires, les communistes ne se font pas d'illusion : les réactionnaires ne changeront pas de nature, et seule la lutte armée, leur destruction permettront une victoire définitive. Aujourd'hui, les communistes chinois s'approprient à utiliser cette nouvelle arme, la diplomatie, sur une grande échelle, en jouant sur toutes les faiblesses, toutes les contradictions du camp ennemi ; et elles sont nombreuses. Grâce à cette tactique, on a vu à l'ONU des pays largement inféodés à l'impérialisme américain comme l'Iran, mais qui ont tous des intérêts popes opposés à ceux de l'impérialisme, voter pour l'admission de la Chine. Les communistes laissent aux trotskystes le monopole de la prétendue "pureté révolutionnaire" qui n'est qu'une conception mécanique et infantile du marxisme-léninisme. Nos camarades chinois savent que ce n'est que bouchée par bouchée, en passant au besoin des compromis momentanés, qu'on arrivera à abattre l'impérialisme et le social-impérialisme.

## 1971 : UN RAPPORT DE FORCES LARGEMENT DEFAVORABLE A L'IMPÉRIALISME

Depuis 20 ans, l'impérialisme US ne poursuit inlassablement qu'un seul et même but : encercler la Chine Rouge et la détruire. Aujourd'hui, cet échafaudage se casse la figure. Les différents fantoches installés à coups de dollars et de mitrailleries dans toute l'Asie du Sud-Est ne représentent plus qu'eux-mêmes ; ils succombent sous les coups des luttes populaires. Les vastes opérations d'agression montées par l'US Army et la CIA au Vietnam, au Cambodge, au Laos, et ailleurs, se soldent par des échecs cuisants. Ces graves défaites politiques et militaires ont eu pour conséquence immédiate une désagrégation de l'empire US sur son propre terrain : la crise du dollar menace la domination de l'impérialisme US sur le monde capitaliste, la lutte des afro-amé-

ricains et des autres minorités, le mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam le sapsent de l'intérieur. Tout va mal pour les yankees, ils sont de plus en plus isolés.

Au contraire, cela va de mieux en mieux pour la Chine Rouge. La victoire de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne a aussi été une grande victoire pour les peuples du monde. La Chine a acquis une grande expérience de lutte contre le révisionnisme moderne, dont elle peut maintenant faire profiter les révolutionnaires du monde entier : c'est une grande victoire idéologique et politique. La destruction des théories économiques révisionnistes a permis un grand bond en avant de l'économie chinoise : aujourd'hui, la Chine a les moyens d'accroître considérablement son aide matérielle aux peuples en lutte et aux jeunes pays en voie de développement : c'est aussi une grande victoire. Dans ces circonstances, c'est en vaincu, c'est à genoux que Nixon vient à Pékin.

## L'ENTREE DE LA CHINE DANS L'ARENE DIPLOMATIQUE REMPLIT D'ESPOIR LES PEUPLES DU MONDE

Dans l'immédiat, cette victoire diplomatique de la Chine va se traduire par des progrès considérables pour le camp de la Révolution tout entier. D'ores et déjà, on sait que les conversations avec Nixon à Pékin porteront en priorité sur un retrait rapide des troupes américaines d'Indochine ; le conflit n'en sera pas réglé pour autant, mais cette action diplomatique, qui vient concrétiser les résultats obtenus sur le terrain va accélérer l'issue victorieuse du conflit. On peut être sûrs également que la présence de la Chine à l'ONU va renforcer le poids des petits pays de la zone des tempêtes, dont la Chine a toujours été jusqu'à présent le porte-parole. En tous cas, il sera bien plus difficile désormais aux 2 super-grands de



.....de tous les coins du monde

## "LES COMPROMIS NECESSAIRES ENTRE PAYS SOCIALISTES ET PAYS IMPERIALISTES N'EXIGENT PAS DES PEUPLES ET NATIONS OPPRIMES QU'ILS EN FASSENT AUTANT"

(lettre en 25 points).

Beaucoup de nos camarades sont embarrassés par l'amélioration des relations entre la France de Pompidou et la Chine Rouge. Des délégués du gouvernement chinois sont venus en France ; ils ont encouragé les efforts d'indépendance de la France, ils ont visité des usines aux côtés des patrons que nous combattons, ils ont serré la main à des préfets qui nous emprisonnent, ils ont même levé leur verre à la santé de Pompidou. Devons-nous en faire autant ? Absolument pas. La place de la Chine Rouge dans la révolution mondiale, son devoir d'interna-

manœuvrer entre eux pour se partager le monde en zones d'influence, sur le dos des peuples du monde, de signer des "Résolutions de l'ONU sur la Palestine", des "traités sur le désarmement", qui ne profitent qu'à eux.

Telle est toute la différence entre une politique diplomatique menée par un pays socialiste, la Chine Rouge, et une même politique menée par un pays révisionniste, l'URSS : défendre les intérêts de la Révolution toute entière, ou ses propres intérêts de grande puissance. Au Moyen-Orient par exemple, mettre au premier plan les intérêts du peuple palestinien, ou ceux, économiques et politiques de l'URSS dans les pays arabes. Signer avec Nixon des traités pour maintenir le statu-quo, la domination militaire, toutes les armes entre les mains des 2 seules super-puissances, ou avoir avec le même Nixon des pourparlers qui font avancer la Révolution dans le Sud-Est asiatique.

Il faut cependant se garder d'embellir

**La politique extérieure de notre parti et de notre gouvernement est conséquente. Elle consiste à développer, selon le principe de l'internationalisme prolétarien, des relations d'amitié, d'entraide et de coopération avec les pays socialistes ; à soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés ; à œuvrer en faveur de la coexistence pacifique entre les pays à systèmes sociaux différents, sur la base des cinq principes, à savoir : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, non-agression mutuelle, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique, et à lutter contre la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme. Notre politique extérieure prolétarienne n'est pas subordonnée à des raisons de convenance temporaire ; nous l'appliquons depuis longtemps et sans défaillance. C'est ainsi que nous avons agi dans le passé et que nous continuerons d'agir à l'avenir.**

Lin Piao  
(rapport au 9<sup>e</sup> congrès  
du Parti Communiste  
Chinois - avril 1969)

la réalité et d'oublier sa complexité. Si l'impérialisme est obligé de faire des concessions, il n'en a pas pour autant renoncé à sa politique d'agression, ni même à son plan d'anéantissement de la Chine Rouge. Les vaines basses manœuvres américaines à l'ONU en sont le dernier témoin : vaine tentative pour faire accréditer une nouvelle mouture de la thèse des 2 Chines, achat de voix à coup de dollars (du reste complètement dévalués). Ils n'ont pas non plus renoncé à leur vieille tactique de faire combattre les asiatiques par les asiatiques, en encourageant le gouvernement japonais à jouer un rôle de plus en plus grand en Asie.

Il est donc bien clair, que tout n'est pas gagné, qu'une longue lutte est encore à mener, qui ne se terminera qu'avec la destruction complète de l'impérialisme et du social-impérialisme. Cependant, un grand espoir vient de se lever, une nouvelle fois, à l'Est.

dans les années 60, d'être un ennemi des luttes populaires, celle du peuple français contre l'envahisseur allemand, ou des peuples opprimés par le colonialisme français.

Il n'y a pas pour autant contradiction entre nous et les communistes chinois. De même qu'au Vietnam, du guerrillero au fonctionnaire infiltré dans l'administration fantoche, chacun occupe sa place dans le Front ; de même, à l'échelle mondiale, le militant ouvrier marxiste-léniniste qui, chez Berliet, lutte contre son patron, le diplomate chinois qui sert la main du même Paul Berliet, comme le docker de Shanghai qui charge des armes pour le Vietnam, ou le technicien chinois en Tanzanie, tous occupent leur place dans la vaste armée révolutionnaire mondiale, luttant pour un même objectif, la mort de l'impérialisme et du social-impérialisme, la victoire du socialisme.



A Pékin des amis.....

DEPUIS 20 ANS, LA MEME POLITIQUE EXTERIEURE, FIDELE A L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN ET AU MARXISME-LENINISME

Soutien aux luttes populaires et coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents.

Depuis 20 ans, la Chine communiste poursuit la même politique extérieure. Son objectif, c'est d'anéantir l'impérialisme et, depuis peu, le social-impérialisme qui vient de prendre sa place dans le camp de la contre-révolution. Si l'on prend l'exemple de la politique indochinoise de la Chine, on constate qu'elle a constamment adopté une attitude de soutien, en laissant les peuples indochinois diriger la lutte en toute indépendance. En effet, les coups les plus durs contre l'impérialisme américain sont portés sur le terrain-même, par les maquisards des différents pays d'Indochine. Ce sont eux, et leurs organisations qui ont déterminé, à chaque étape, les différentes tactiques de lutte. La Chine, elle, a soutenu à fond toutes les initiatives prises par les peuples d'Indochine. Soutien politique sans réserve au Gouvernement Royal d'Union National du Cambodge, dès sa création, quelles que soient par ailleurs les divergences politiques avec son représentant officiel Sihanouk ; soutien politique sans réserves lors de la Conférence des Peuples d'Indochine... Dénonciation sans ambiguïté de chacune des manœuvres de l'impérialisme US et du faux soutien des révisionnistes soviétiques. Large soutien matériel : livraisons d'armes, prêts d'argent sans intérêt remboursable à long terme etc....

En Indochine, le choix était facile à faire, les peuples ayant largement démasqué dans la lutte les réactionnaires locaux au pouvoir. Mais quand ce n'est pas le cas, comme dans encore beaucoup de pays de la zone des tempêtes, comme dans les pays capitalistes et révisionnistes, où les forces marxistes-léninistes et révolutionnaires sont encore faibles : la Chine Rouge va-t-elle mener la lutte à leur place, depuis Pékin ? Ce serait contraire au principe marxiste-léniniste qui veut que la révolution ne s'exporte pas. Dans ce cas, la Chine a toujours déterminé son attitude, suivant celle que ces états ont vis à